



ACTUALITES DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

PRINCIPAUX DOSSIERS

ASSEMBLÉE ANNUELLE 2019 DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE

En tant que chef de la délégation suisse à l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, le président de la Confédération Ueli Maurer a représenté le groupe de vote de la Suisse au sein du Comité monétaire et financier international (CMFI) du FMI. Présidées par M. Lesetja Kganyago, gouverneur de la banque de réserve d'Afrique du Sud, les discussions du CMFI ont eu lieu sur fond de ralentissement progressif de la croissance économique mondiale et des incertitudes générées par le conflit commercial entre les États-Unis et la Chine. En outre, la politique économique internationale reste dominée par la politique monétaire très souple menée par les principales banques centrales.

Les membres du CMFI ont renouvelé leur soutien au multilatéralisme ainsi qu'au maintien et à la modernisation d'un système de commerce multilatéral ouvert et soumis à des règles. Ils ont soutenu les recommandations du FMI pour la mise en œuvre des politiques monétaire et budgétaire et des mesures macroprudentielles lorsque cela est possible et nécessaire ainsi que pour promouvoir la croissance au moyen de réformes structurelles. Ils ont en outre clairement apporté leur soutien à la prise de mesures de lutte contre le changement climatique.

Un accord de principe a été dégagé qui prévoit de maintenir la dotation financière actuelle du FMI, mais de revoir sa composition. Les ressources des lignes de crédit bilatérales seront en partie réaffectées aux nouveaux accords d'emprunt (NAE). À cet effet, les membres du CMFI, de même que les parties contractantes des NAE, se sont prononcés à Washington pour un doublement des ressources des NAE. En revanche, la discussion sur la prolongation et la réduction des lignes de crédit bilatérales doit encore être entamée (voir également la section sur l'aide monétaire octroyée par la Suisse).

Le président de la Confédération Ueli Maurer a soutenu cette décision. Il souligne en particulier que la Suisse considère la dotation actuelle comme appropriée. Sous réserve de l'approbation des Chambres fédérales, la Suisse a soutenu le doublement des ressources des NAE. Sous l'hypothèse que les lignes de crédit bilatérales soient également renouvelées, quoiqu'en volume réduit, la dotation globale du FMI ainsi que l'engagement financier de la Suisse resteraient à peu près à leurs niveaux actuels.

Voir aussi le [communiqué de la réunion du CMFI](#) et le [déclaration d'Ueli Maurer, président de la Confédération, au CMFI](#).

NOMINATION DE

Le 1^{er} octobre, [Kristalina Georgieva](#) a pris ses fonctions de directrice générale du FMI. Elle succède à Christine Lagarde, qui

KRISTALINA GEORGIEVA

avait exercé cette fonction depuis 2011 et qui a été nommée cet été à la présidence de la Banque centrale européenne.

Ancienne directrice générale de la Banque Mondiale, Mme Georgieva apporte au FMI une connaissance approfondie des institutions financières internationales, une vaste expérience et un réseau international étendu.

La Suisse, conjointement avec les pays de son groupe de vote, a soutenu l'élection de Mme Georgieva. Née en Bulgarie, Mme Georgieva est une économiste reconnue et ancienne commissaire européenne. Étroitement familiarisée avec les institutions de Bretton Woods, elle connaît les défis en matière de développement des États membres et en particulier ceux des pays membres du groupe de vote.

EXAMEN ANNUEL ET ÉVALUATION DU SECTEUR FINANCIER SUISSE PAR LE FMI

Le 17 juin, le Conseil d'administration du FMI a achevé l'examen annuel de la Suisse au titre de l'article IV ainsi que l'examen approfondi du secteur financier dans le cadre du « Programme d'évaluation du secteur financier » (PESF). Les conclusions préliminaires de ces examens avaient déjà été exposées dans les « [actualités du FMI](#) » parues en mai.

Le Conseil d'administration a salué la bonne performance économique et la gestion solide des politiques économiques de la Suisse. Il a considéré la politique monétaire comme appropriée et il a salué la réduction de la dette publique, en reconnaissant la contribution positive du frein à l'endettement. Plusieurs directeurs ont toutefois estimé que le dosage des politiques économiques devrait être plus axé sur la politique budgétaire.

Le Conseil d'administration a reçu favorablement le rapport de l'examen PESF et a approuvé ses recommandations. Il a notamment souligné que la capacité de résistance du secteur financier s'est accrue ces dernières années et que des réformes importantes ont été mises en œuvre. Il a cependant insisté sur l'importance des efforts continus à fournir pour renforcer la stabilité financière. Les directeurs ont notamment suggéré de prendre des mesures pour faire face aux risques sur les marchés immobilier et hypothécaire. En outre, ils ont recommandé de renforcer la FINMA comme autorité de surveillance et de réformer le système de garantie des dépôts.

La Suisse salue l'analyse du FMI et les échanges avec la délégation du FMI. Au Conseil d'administration elle a souligné que le dosage des politiques économiques est approprié compte tenu des défis externes et du statut du franc suisse comme valeur refuge. Elle a souligné que le frein à l'endettement contribue significativement à la capacité de résistance de l'économie, tout en assurant une marge de manœuvre budgétaire suffisante. La Suisse a en outre salué la reconnaissance des progrès qu'elle a réalisés pour renforcer sa stabilité financière. Elle a indiqué que les autorités suisses suivent et évaluent régulièrement les risques sur les marchés immobilier et hypothécaire, en vérifiant notamment l'opportunité de mesures complémentaires. Finalement, la Suisse poursuit



constamment ses efforts pour réformer le secteur financier.

Voir aussi le [communiqué de presse du FMI du 17 juin 2019](#), ainsi que les [informations complémentaires concernant la Suisse](#) sur le site du FMI.

RAPPORT DU BIÉ SUR LES POLITIQUES MONÉTAIRES NON CONVENTIONNELLES

En juin dernier, le Bureau indépendant d'évaluation (BIÉ) du FMI a publié un rapport sur les travaux du FMI en matière de politiques monétaires non-conventionnelles. Le BIÉ souligne l'engagement du FMI et son rôle dans l'examen des coûts et de l'utilité de telles politiques. Il recommande au FMI de développer ses connaissances en la matière et d'approfondir les études sur les conséquences possibles de telles politiques. Il s'agit d'examiner les rôles respectifs des politiques budgétaire et monétaire dans le domaine de la stabilisation économique ainsi que le rôle joué par les politiques monétaire et macroprudentielle dans le maintien de la stabilité financière.

La Suisse soutient les travaux du BIÉ. Ils constituent un des piliers de la bonne conduite transparente du FMI et de son orientation vers sa mission de base. L'obligation de rendre des comptes au BIÉ renforce la crédibilité des travaux du FMI.

Voir aussi le [rapport du BIÉ sur les politiques monétaires non conventionnelles](#) et la [prise de position du FMI](#).

RAPPORT DU FMI SUR LE SECTEUR EXTÉRIEUR

Chaque année, le FMI publie un rapport sur le secteur extérieur qui étudie les déséquilibres mondiaux liés aux flux commerciaux et financiers. Des déséquilibres excessifs résultent notamment d'un manque de réformes structurelles ou d'une politique économique erronée – y compris des manipulations monétaires. Dans son dernier rapport, le FMI constate qu'un bon tiers des déficits ou excédents de la balance courante sont excessifs et représentent ainsi un risque pour la stabilité. Selon l'analyse effectuée par le FMI, en particulier les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Argentine et l'Indonésie présentent un déficit trop élevé. En revanche, l'Allemagne et les Pays-Bas sont des exemples de pays enregistrant un excédent trop important. La Suisse présente un excédent substantiel. Celui-ci se justifie cependant, de l'avis du FMI, en grande partie par la structure de son secteur extérieur. Le FMI recommande à la Suisse de mener une politique budgétaire (structurellement) équilibrée.

La Suisse se félicite des appréciations du FMI et les considère comme une analyse objective, qui tient compte notamment des raisons de l'excédent de la Suisse, à savoir, en particulier, les distorsions statistiques et l'influence de la démographie.

Voir aussi le [rapport sur le secteur extérieur publié en juillet 2019 par le FMI](#).

DÉVELOPPEMENTS MACROÉCONOMIQUES ET PERSPECTIVES POUR LES PAYS À FAIBLE REVENU

Le FMI a publié son rapport annuel sur la situation économique dans les pays en développement et à faible revenu (LIDCs). Depuis l'an dernier, la tendance vers une détérioration de la situation économique s'est quelque peu atténuée, grâce, en particulier, à la reprise des prix des matières premières. Le ralentissement de la croissance de la dette publique dans les



LIDCs, indépendamment de la conjoncture mondiale, est encourageant mais pas suffisant. Dans certains pays, le FMI constate d'importantes améliorations du climat des affaires, de la productivité, des infrastructures publiques, de l'accès à l'éducation et au financement. Alors que les transferts d'argent vers les LIDCs poursuivent leur tendance à la hausse, la baisse des coûts suit une trajectoire claire. Dans l'ensemble, le FMI constate une hétérogénéité croissante entre les «économies de marché frontières» et les «États fragiles».

La Suisse salue ces progrès, tout en soulignant qu'une majorité des LIDCs demeurent confrontés à des difficultés économiques croissantes, en raison de l'incertitude émanant du commerce mondial, des tensions dans le secteur financier et du risque de catastrophes naturelles de grande ampleur. En outre, la plupart des LIDCs restent dépendants des matières premières. Alors que plusieurs LIDCs ont développé leurs systèmes financiers et amélioré de manière significative l'accès aux marchés financiers internationaux, dans beaucoup d'autres pays la marge de manœuvre budgétaire demeure encore trop étroite pour financer durablement des politiques de développement.

Voir aussi les [informations concernant les pays à faible revenu](#) sur le site du FMI.

ENGAGEMENT FINANCIER DU FMI

Des programmes de prêts financés au moyen des ressources générales du FMI sont en cours dans 20 pays, dont l'Argentine et l'Ukraine, pour un montant total d'environ 158 milliards de dollars. Ils comprennent également des instruments de précaution, prenant la forme de lignes de crédit en faveur du Mexique, de la Colombie et du Maroc.

Par l'intermédiaire de son Fonds fiduciaire spécial pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), le FMI mène actuellement des programmes dans 18 des pays les plus pauvres du monde. Les crédits sont assortis d'un taux d'intérêt nul jusqu'à Juin 2021.

Une liste des ressources du FMI et des programmes de prêts en cours est publiée sous la rubrique [IMF Financial Activities](#).

L'évolution des programmes d'aide à certains pays est présentée brièvement ci-après:

ARGENTINE

Depuis juin 2018, un programme du FMI soutient les autorités argentines dans la mise en œuvre de réformes importantes. Après une augmentation du financement en octobre 2018, ce programme du FMI inclut des crédits pour un montant maximal de quelque 55 milliards de dollars. Malgré une certaine stabilisation et une application du programme dans l'ensemble satisfaisante, la situation économique en Argentine reste tendue.

Au début du mois d'août 2019, en raison des perspectives de changement de politique économique liées aux élections prévues au mois d'octobre, l'Argentine s'est trouvée sous pression sur les marchés financiers avec d'importantes pertes de valeur



des titres argentins et du peso, une détérioration de la situation conjoncturelle, une hausse de l'inflation et une baisse des réserves en devises. À fin août, l'Argentine a entrepris des démarches pour prolonger les échéances d'obligations d'État pour un montant d'environ 60 milliards de dollars. Début septembre, elle a en outre introduit des contrôles de capitaux. Fin octobre, l'opposition, rassemblée autour de son principal candidat Alberto Fernández, a remporté les élections. La revue de la mise en œuvre du programme prévue pour fin septembre n'a pour l'instant pas pu être réalisée.

La Suisse a jusqu'ici soutenu le programme du FMI pour l'Argentine et a souligné l'importance d'une application systématique au vu des risques encourus. La Suisse relève la nécessité de poursuivre les réformes, afin de permettre à l'Argentine de se stabiliser et de renforcer durablement son économie.

Voir aussi le [communiqué de presse du 12 juillet 2019](#) ainsi que les [informations complémentaires concernant l'Argentine](#) sur le site du FMI.

MEXIQUE

Dans son examen annuel 2019, le FMI a mis en avant les bonnes conditions-cadres en place au Mexique. La dette extérieure du pays est relativement faible, les réserves sont suffisantes et les autorités se montrent très coopératives. Le FMI salue notamment l'engagement pris par les autorités d'assainir les finances publiques. Ce cadre favorable a contribué à maintenir la capacité de résistance de l'économie, en dépit de risques extérieurs croissants. Dans la lignée de l'examen annuel, le FMI a également approuvé une nouvelle ligne de crédit modulable (LCM), pour un montant réduit à environ 60 milliards de dollars (de 75 milliards de dollars, soit 600 % de la quote-part du pays, à 500 %) et une durée de deux ans. Les autorités mexicaines s'engagent à réduire progressivement leur accès aux ressources du FMI.

La Suisse a approuvé la politique économique cohérente et orientée vers la stabilité menée par le Mexique sous le régime de la LCM. Elle encourage le Mexique à persister dans ses efforts. Par ailleurs, elle a salué la réduction du montant de la LCM, en tant qu'ultérieure étape vers l'abandon de cette aide.

Voir aussi les communiqués de presse du [5 novembre 2019](#) et du [25 novembre 2019](#) ainsi que les [informations complémentaires concernant le Mexique](#) sur le site du FMI.

PAKISTAN

En juillet, le Conseil d'administration du FMI a approuvé un prêt de 6 milliards de dollars au Pakistan d'une durée de 39 mois. Sur ce montant, un milliard a été versé immédiatement. D'importants déficits budgétaires, une politique monétaire souple et le maintien d'un taux de change surévalué ont entraîné une dette souveraine élevée, de l'inflation et une nette diminution des réserves de devises. Le programme soutient les efforts des



autorités visant à stabiliser l'économie et à créer les bases d'une croissance durable.

La Suisse soutient le programme, mais souligne les risques importants. Compte tenu des maigres résultats d'anciens programmes en faveur du Pakistan, elle a relevé la nécessité de procéder à un contrôle serré régulier des réformes.

Voir aussi le [communiqué de presse du 3 juillet 2019](#) ainsi que les [informations complémentaires concernant le Pakistan](#) sur le site du FMI.

CONSULTATIONS ANNUELLES DU FMI AU TITRE DE L'ARTICLE IV

L'une des tâches centrales du FMI consiste à surveiller le système monétaire et financier international ainsi que la politique économique menée par les 189 États membres. Dans le cadre de cette activité de surveillance, le FMI identifie les principaux risques pour la stabilité et élabore des recommandations pour des mesures économiques.

Les examens effectués récemment pour certains pays sont présentés brièvement ci-dessous:

ÉTATS-UNIS

Dans le cadre de l'examen 2019 du pays, le Conseil d'administration du FMI s'est félicité de la croissance robuste continue enregistrée par les États-Unis, ainsi que du bas taux de chômage et de la progression des salaires en termes réels associée à une inflation modérée. Toutefois, il a noté la croissance de la dette souveraine, les conflits commerciaux et la croissance à moyen terme des risques pour la stabilité financière.

La Suisse salue la croissance économique solide des États-Unis, tout en soulignant l'augmentation, sur le plan national, des risques budgétaires et pour le secteur financier et, sur le plan international, des risques liés aux tensions commerciales.

Voir aussi le [communiqué de presse du 24 juin 2019](#) ainsi que les [informations complémentaires concernant les États-Unis](#) sur le site du FMI.

ALLEMAGNE

Dans le cadre de l'examen annuel effectué en 2019, le Conseil d'administration a salué la gestion économique solide, tout en soulignant la bonne situation budgétaire et le faible taux de chômage. Il a toutefois noté la perte de vitesse de l'économie allemande – due en particulier à une baisse de la demande externe – et a souligné les défis auxquels les politiques économiques devront répondre sur le long-terme: l'évolution démographique défavorable, l'accroissement des inégalités et la faible croissance de la productivité. Le FMI a estimé qu'une utilisation de la marge de manœuvre budgétaire et l'accélération des réformes structurelles pourraient soutenir une croissance plus inclusive. Concernant le secteur financier, il a noté les vulnérabilités croissantes liées aux taux d'intérêt faibles et il a salué l'activation du volant anticyclique.

La Suisse a relevé la performance économique robuste de



l'Allemagne. Elle a toutefois souligné les risques croissants sur le plan externe et liés à l'évolution démographique. En raison de ces risques, elle estime prudent de préserver la marge de manœuvre budgétaire, tout en effectuant des investissements dans les infrastructures et l'éducation pour soutenir la productivité et atténuer les inégalités.

Voir aussi le [communiqué de presse du 10 juillet 2019](#) ainsi que les [informations complémentaires concernant l'Allemagne](#) sur le site du FMI.

PARTICIPATION DE LA SUISSE AU G20 EN 2020

G20

L'Arabie saoudite, pays hôte de la réunion du G20 en 2020, a invité la Suisse à participer aux travaux de ce groupe.

Ainsi la Suisse participera non seulement, pour la cinquième année consécutive, au volet financier des travaux du G20, mais aussi, pour la première fois, au sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres du G20 ainsi qu'aux réunions des ministres et aux groupes de travail du volet « sherpa ».

Voir aussi le [site Internet de la présidence saoudienne du G20](#).

LES ACTIVITÉS DE LA SUISSE EN MATIÈRE D'AIDE MONÉTAIRE

RAPPORT 2019

Les activités suivantes de la Suisse basées sur la loi sur l'aide monétaire internationale et l'arrêté fédéral sur l'aide monétaire internationale ont eu lieu en 2019.

La Suisse contribue depuis 2017 aux ressources bilatérales du FMI – qui sont mises à disposition par 40 pays à hauteur de 440 milliards de USD – avec une ligne de crédit de 8,5 milliards de francs. Ce montant est mis à disposition par la Banque nationale suisse (BNS). D'éventuels crédits octroyés par la BNS bénéficient d'une garantie de la Confédération. En tant que troisième ligne de défense après les ressources ordinaires et les Nouveaux accords d'emprunt, les lignes de crédit bilatérales visent à garantir que le FMI dispose de moyens appropriés pour remplir de manière fiable et efficace son mandat de stabilisation du système monétaire et financier international même en cas de crises systémiques graves. Jusqu'ici, ces ressources n'ont pas été utilisées. La ligne de crédit de la Suisse expirera fin 2020, comme toutes les autres lignes de crédit. Le FMI ainsi que les principaux pays contributeurs prévoient ensuite un renouvellement partiel des ressources bilatérales. Le Conseil fédéral vérifiera au cours de cette discussion l'octroi d'une nouvelle ligne de crédit, réduite. Il dispose de la compétence décisionnelle, pour autant que le montant engagé ne dépasse pas la limite fixée à 10 milliards de francs dans l'Arrêté sur l'aide monétaire.

En février 2015, le Conseil fédéral a approuvé l'octroi d'une ligne de crédit en faveur de l'Ukraine. Cette aide monétaire de 200 millions de dollars avait été accordée par la Suisse dans le cadre d'une initiative multilatérale concertée reposant sur un



programme du FMI. Avec le remplacement de ce programme de crédit du FMI par un nouvel accord, l'aide monétaire bilatérale de la Suisse a également cessé. Des 200 millions prévus par l'accord, 100 millions ont été effectivement versés à l'Ukraine en février 2017. Le remboursement de ce montant sera effectué au plus tard en 2022.

Au moyen du fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), le FMI octroie des crédits à taux préférentiels aux pays membres à faible revenu. Le fonds est financé par des contributions bilatérales des pays membres et par des ressources propres du FMI. La Suisse participe avec un montant maximal de 1,4 milliard de francs, dont 171 millions sont actuellement utilisés. La participation suisse est assurée par la BNS. La Confédération garantit à la BNS le remboursement des montants utilisés dans les délais.

Voir aussi les informations [sur les ressources du FMI](#) et [sur le soutien du FMI aux pays membres à faible revenu](#) ainsi que les [informations sur les relations financières entre la Suisse et le FMI](#) sur la page internet de la BNS.

CALENDRIER

22 - 23 février 2020	Rencontre des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des États membres du G20, Riad, Arabie saoudite
18 - 22 mars 2020	Assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement, Barranquilla, Colombie
16 - 17 avril 2020	Rencontre des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des États membres du G20, Washington, États-Unis
17 - 19 avril 2020	Assemblée de printemps du FMI et de la Banque mondiale, Washington, États-Unis
2 - 5 mai 2020	Assemblée annuelle de la Banque asiatique de développement, Incheon, République de Corée
13 - 14 mai 2020	Assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Londres, Royaume-Uni
25 - 29 mai 2020	Assemblée annuelle de la Banque africaine de développement, Abidjan, Côte d'Ivoire
2 - 3 juillet 2020	Assemblée annuelle de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, Pékin, Chine
18 - 19 juillet 2020	Rencontre des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des États membres du G20, Djeddah, Arabie saoudite
16 - 18 octobre 2020	Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, Washington, États-Unis
21 - 22 novembre 2020	Sommet des dirigeants des États membres du G20, Riad, Arabie saoudite



RENSEIGNEMENTS

Friederike Pohlenz, section Institutions financières internationales, Secrétariat d'État aux questions financières internationales, tél. 058 462 64 63, friederike.pohlenz@sif.admin.ch.

Ce bulletin paraît tous les quatre mois en langues allemande et française. Après parution, il est également disponible à l'adresse Internet suivante:

www.sif.admin.ch/sif/fr/home/dokumentation/publikationen/aktuelle-informationen-schweiz---iwf.html

